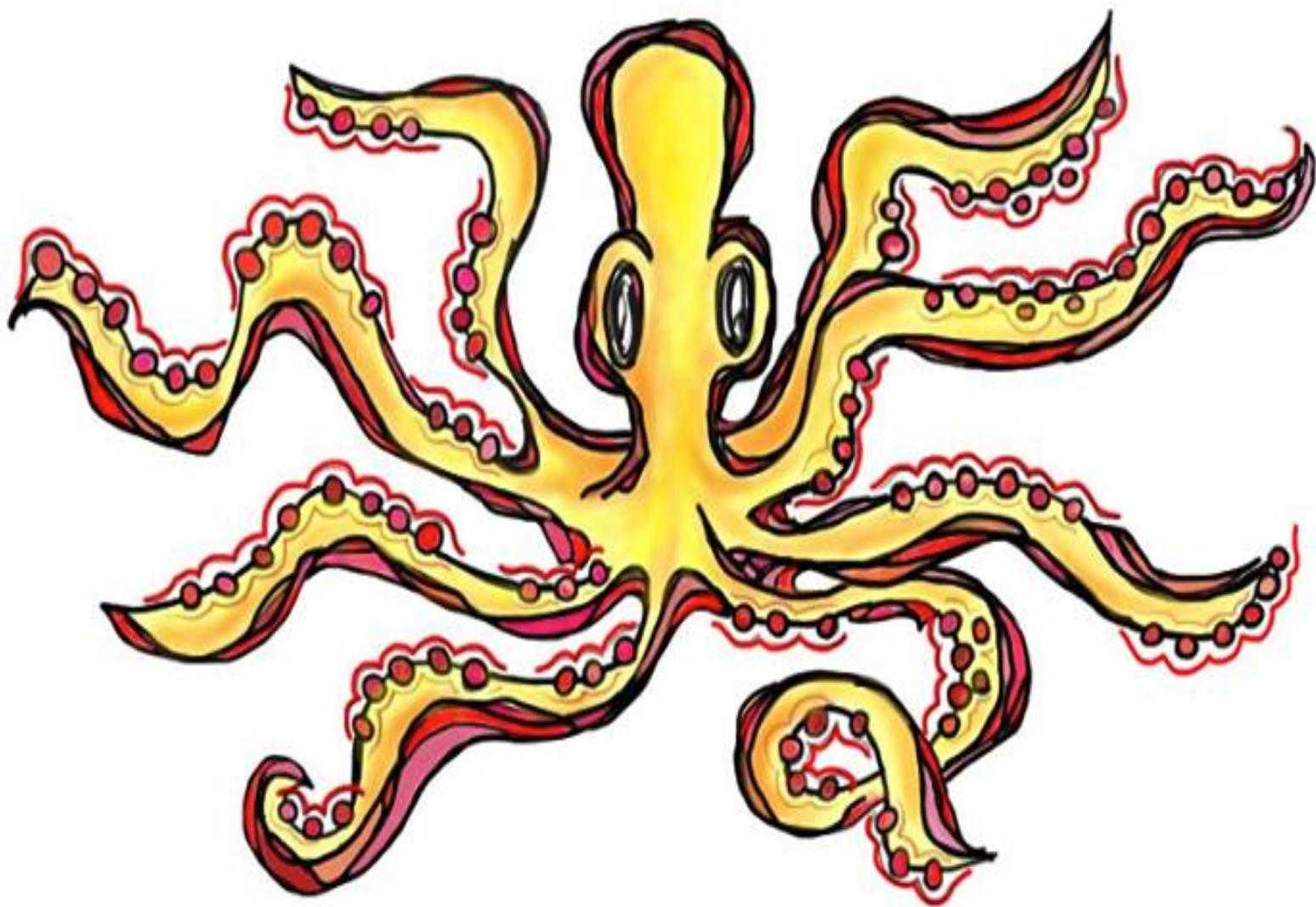


# L'austérité néolibérale

Petit guide pour mieux comprendre l'idéologie néolibérale qui se cache derrière l'austérité



## Le MÉPACQ, qui sommes-nous?

Fondé en 1981, le Mouvement d'éducation populaire et d'action communautaire du Québec (MÉPACQ) regroupe 11 Tables régionales en éducation populaire autonome qui rassemblent à leur tour plus de 300 groupes populaires et communautaires autonomes répartis partout à travers le Québec. Par le moyen de l'éducation populaire, nous travaillons ensemble à la transformation sociale de manière à faire émerger la solidarité et la justice sociale dans notre société.

## À qui s'adresse ce guide?

Ce guide s'adresse à toute personne qui s'intéresse au sujet et aux organismes qui font de l'éducation populaire auprès de la population et qui ont envie d'aborder les enjeux liés à l'austérité et au néolibéralisme. Ce petit guide ne prétend pas exposer toutes les nuances et contradictions du néolibéralisme. Il vise plutôt à expliquer les grandes mesures, incluant les mesures d'austérité, de manière à comprendre quelles sont les idées sur lesquelles elles se fondent et à qui elles profitent. À vous de choisir quel contenu et quelles activités vous voulez partager avec les gens qui fréquentent votre organisme.

## Avertissement

Attention! Le MÉPACQ n'est pas neutre. Il prend clairement position pour la redistribution de la richesse et l'amélioration des conditions de vie des personnes les plus pauvres et la défense de leurs droits et intérêts. Il se positionne ouvertement contre l'austérité et les politiques néolibérales, les coupes dans les programmes sociaux et la privatisation et la tarification des services publics.

## Crédit dessin

Magalie Roy. Merci!

## Copyleft

La reproduction et la distribution de cet outil sont fortement encouragées.

## L'austérité : une mesure qui ne date pas d'hier

L'austérité n'a rien de nouveau. Il s'agit simplement d'un nouveau mot pour remplacer des expressions comme « réingénierie de l'État » ou « modernisation de l'État ». L'austérité fait partie de l'idéologie néolibérale visant le maintien et le développement du système économique, social et politique dans lequel nous vivons : le capitalisme.

## Le néolibéralisme : une idéologie de la droite

Lorsqu'un gouvernement prend des décisions, il le fait en fonction de ses idéologies, de ses valeurs et de ses intérêts. Il existe deux catégories idéologiques qui s'opposent : la gauche et la droite.

### La gauche

- Peuple
- Public (État)
- Solidarité
- Bien commun
- Le social d'abord
- Fiscalité progressive (redistribution de la richesse)

La gauche est associée à un État fort et interventionniste mettant en place des lois, des politiques, des services et des programmes favorisant la redistribution de la richesse de manière à réduire les inégalités sociales, économiques et politiques.

### La droite

- Élite
- Privé (Entreprise)
- Mérite individuel
- Compétition
- L'économie d'abord
- Fiscalité régressive (tout le monde, riche ou pauvre, paie la même chose)

L'État doit s'occuper de maintenir l'ordre et la sécurité (police, armée, lutte au terrorisme et justice) et de faciliter la croissance économique par le développement et le soutien des entreprises privées. La droite est associée à un désengagement de l'État en matière sociale.

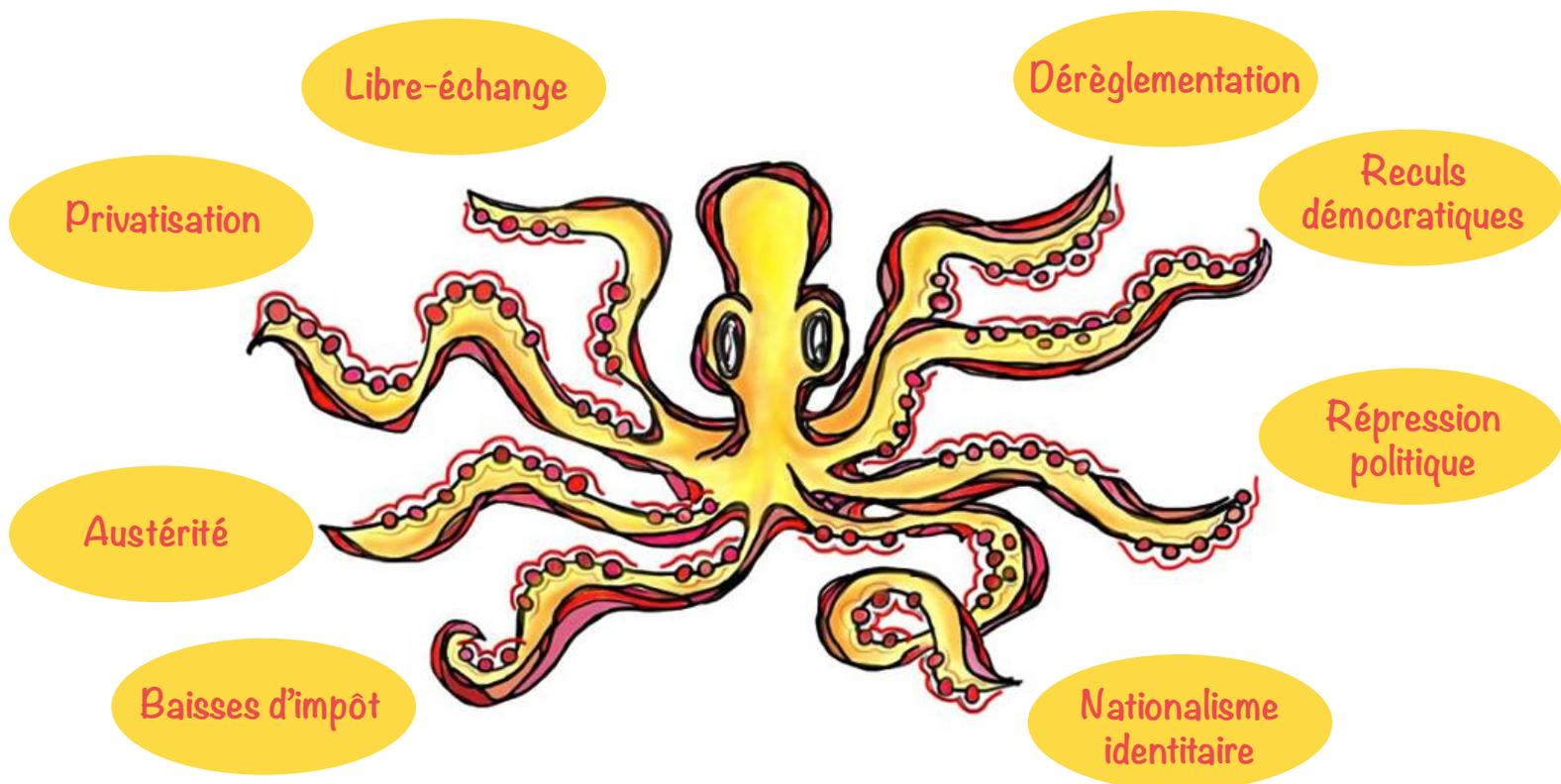
Les mesures d'austérité et les politiques néolibérales relèvent de la droite. Selon cette idéologie, la majorité des domaines relevant de l'État, comme les services publics et les programmes sociaux, devraient être gérés selon le modèle de gestion des entreprises privées (rentabilité, recherche de profit) ou mieux, être confiés en tout ou en partie à celles-ci.

## Le mensonge qui relève du « gros bon sens » ?

Le néolibéralisme est fondé sur l'idée fausse qu'il n'y a pas d'autres choix possibles qu'un modèle de société basé sur la croissance économique et qui profite aux riches au détriment des plus pauvres. Pour nous convaincre que ce modèle relève du « gros bon sens » et qu'il est dans le meilleur intérêt de tous et de toutes, les néolibéraux se prétendent neutres, objectifs et détenteurs de la vérité. Ils possèdent des instruments puissants pour nous en convaincre : les emplois, la richesse, les ressources, les médias de masse, les experts, etc. Ainsi, ils ont une grande influence sur les décisions du gouvernement.

# Les politiques néolibérales

Pour concrétiser leurs idées et leurs valeurs, les gouvernements mettent en œuvre des politiques qui favorisent l'implantation de ce modèle de société.



## 1) Baisses d'impôt

Quand un gouvernement baisse les impôts des particuliers et des entreprises, il se prive volontairement de revenus. C'est pour combler le déficit qu'il a lui-même créé qu'il hausse les taxes et les tarifs et qu'il coupe dans les services publics et les programmes sociaux. Bref, au lieu d'améliorer les services et les programmes au bénéfice de toute la collectivité, il fait le choix de favoriser l'enrichissement des plus riches et des entreprises. Pendant que les banques, par exemple, font des milliards de profits, la population se sert la ceinture pour combler un déficit créé de toutes pièces.

## 2) Austérité

Le gouvernement prétend que l'austérité vise à réduire la dette publique et à atteindre l'équilibre budgétaire (le déficit zéro). Dans les faits, la réduction de la dette et l'atteinte de l'équilibre budgétaire servent de prétexte pour justifier des coupes radicales dans nos services publics et nos programmes sociaux afin d'en favoriser la privatisation.

L'austérité se concrétise généralement par trois grands types de mesures :

- **Hausses de taxes**  
Hausser les taxes de vente (TVQ ou TPS) ou celles sur l'alcool ou le tabac, représente des mesures injustes qui profitent aux personnes les plus riches. Moins une personne a d'argent, plus les hausses de taxes l'appauvrissent. C'est ce qu'on appelle une fiscalité régressive, c'est-à-dire que tout le monde paie le même montant, peu importe son revenu. Donc, un achat coûtera toujours plus cher, en proportion, à une personne qui est pauvre qu'à quelqu'un qui est riche.
- **Tarifification des services**  
Cela signifie que les gens doivent payer pour accéder aux services publics. La plupart du temps, les tarifs ne tiennent pas compte du revenu des personnes. Ce qui signifie qu'une hausse de la facture d'électricité ou du permis de conduire coûte plus cher, en proportion, à une personne qui est pauvre. En tarifant les services, l'État empêche les gens qui ont moins d'argent de profiter de certains services publics.
- **Coupes dans les services publics et les programmes sociaux**  
Le néolibéralisme cherche à réduire la taille de l'État et à se désengager des protections sociales pour s'en remettre à l'entreprise privée. C'est pourquoi il impose des compressions dans les dépenses des services publics et des programmes sociaux comme l'aide sociale, la santé, l'éducation, etc.

## L'austérité Un échec partout dans le monde

Nous savons que l'austérité ne fonctionne pas. Le Fonds monétaire international [FMI], qui prônait l'austérité il y a quelques années, la qualifie maintenant de dangereuse en faisant référence aux cas de l'Europe. En plus de nuire à la démocratie et d'augmenter les inégalités sociales, politiques et économiques, elle représente un frein à l'économie. Alors pourquoi les dirigeants politiques continuent-ils malgré tout d'appuyer ces politiques?

### 3) Privatisation

Dans le modèle néolibéral, les services publics, les programmes sociaux ou encore les sociétés d'État comme Hydro-Québec devraient plutôt être gérés par les compagnies privées. Prétendant une lourdeur et un manque d'efficacité dans la gestion des fonds publics, cette idéologie cherche à transformer nos protections sociales en une occasion de faire des profits pour l'entreprise privée. Pour favoriser la prise en charge des services publics et des programmes sociaux par l'entreprise privée, les gouvernements font appel aux PPP et aux PPP sociaux :

- **Les PPP** : Les partenariats publics-privés font appel au privé pour financer les services publics. Par exemple, le CHUM et la construction du pont Champlain.
- **Les PPP sociaux** : Les partenariats publics-privés sociaux, font appel au privé pour financer les programmes sociaux. C'est ce que font la Fondation Chagnon ou la Fondation du Dr Julien.

## 4) Libre-échange

Les accords commerciaux de libre-échange internationaux négociés à l'insu de la population et signés par nos gouvernements renforcent l'économie de marché et la concurrence des grandes compagnies au détriment des petites compagnies locales, des protections sociales, de l'environnement et de la démocratie. Une compagnie étrangère peut même poursuivre le gouvernement lorsqu'il adopte une loi (environnementale, de santé publique ou autre) qui pourrait limiter ses profits.

## 5) Dérèglementation

Les lois et les règlements mis en place par l'État pour protéger la population des abus du marché sont vus, par les néolibéraux, comme une contrainte à la recherche de profit. Selon eux, l'État doit plutôt laisser le marché se régler par lui-même selon les principes de la concurrence et du libre marché. La réglementation a souvent été créée pour protéger la population (normes du travail, CSST, normes contre la pollution, protection des consommateurs, etc.).

## 6) Reculs démocratiques

Pour les néolibéraux, l'espace démocratique doit être réservé à l'élite, afin que celle-ci puisse prendre les meilleures décisions économiques possibles, sans être influencée par les groupes sociaux. Pour se faire, ils tentent de réduire le pouvoir démocratique des citoyennes et des citoyens au seul fait de voter à tous les quatre ans. Ils discréditent les acteurs sociaux et leurs idées : les syndicats, les associations étudiantes, les nations autochtones, les environnementalistes, les groupes de femmes, les organismes d'action communautaires autonome et les groupes de défense des droits. Bref, même si les gouvernements néolibéraux se disent démocratiques, leur refus d'être à l'écoute de l'ensemble des acteurs nous prouve qu'ils sont, en réalité, profondément anti-démocratiques. L'objectif du néolibéralisme est de mettre l'État au service des grandes entreprises et non de la population.

## 7) Répression politique

Ce refus d'être à l'écoute des groupes sociaux mène à une plus grande répression de ces mouvements par la police et les cours de justice. On l'a vu durant la grève étudiante de 2012 où des milliers de personnes ont été arrêtées pour des raisons politiques. Encore aujourd'hui, en 2015, l'État utilise des lois anti-démocratiques et la brutalité policière pour freiner la montée du mouvement de protestation sociale contre l'austérité néolibérale.

## 8) Nationalisme identitaire

Pour le néolibéralisme, le rôle de l'État devrait se limiter à faciliter le commerce et à maintenir l'ordre social par la mise en place de politiques pour la sécurité nationale. C'est donc sous ce prétexte identitaire que le néolibéralisme cherche à mettre en place des politiques visant à exercer un contrôle des populations basé sur la xénophobie et le racisme. Ainsi, bien que les accords commerciaux ont tendance à faciliter la circulation des marchandises et de l'argent, la situation est très différente pour les gens.

## D'autres choix sont possibles

Plusieurs groupes sociaux réunis au sein de la Coalition opposée à la tarification et à la privatisation des services publics proposent des solutions fiscales visant à augmenter les revenus de l'État et à faire payer davantage les entreprises et les plus riches pour ainsi favoriser une meilleure redistribution de la richesse. La Coalition propose au gouvernement des solutions fiscales pour récupérer 10 milliards de dollars. Ces solutions permettraient au gouvernement d'améliorer les conditions de vie de toute la population en investissant dans les services publics et les programmes sociaux plutôt que d'encourager l'accumulation de la richesse pour une poignée de bien nantis.

Voici les principales revendications de cette Coalition dont fait partie le MÉPACQ :

- 1 milliard : Établir 11 paliers d'imposition pour les particuliers, de façon à taxer davantage les gens très riches (94% des gens auraient une baisse d'impôt).
- 1,22 milliard : Augmenter le taux provincial d'imposition des entreprises à 15% (actuellement à 11,9 %).
- 600 millions : Augmenter la contribution fiscale des institutions financières (banques, compagnies d'assurances, Desjardins, etc.), notamment en rétablissant la taxe sur le capital pour les entreprises financières.
- 1 milliard : Mettre en place un régime entièrement public d'assurance médicament afin de contrôler le coût des médicaments.

Pour en savoir plus sur les solutions que nous proposons : [www.nonauxhausses.org](http://www.nonauxhausses.org)

## Construire notre rapport de force



Il est évident que le néolibéralisme ne peut pas disparaître du jour au lendemain et que ses conséquences se feront sentir encore longtemps. Toutefois, rien ni personne ne peut nous empêcher de poser des questions, de réfléchir et de nous mettre en action pour construire un mouvement de protestation fort et solidaire afin d'imposer nos propres choix, notre propre modèle de société basé sur l'égalité, la justice et la solidarité sociale au profit de l'ensemble de la collectivité. Face à un gouvernement qui refuse d'être à l'écoute de sa population et des mouvements sociaux, la reprise

de notre pouvoir sur la démocratie par la construction de notre rapport de force est actuellement la seule voie de changement possible. Pour le MÉPACQ, c'est dans la solidarité et les actions collectives que nous pouvons trouver la solution non seulement pour contrer l'austérité néolibérale, mais également pour développer des alternatives menant à une véritable justice sociale.

Crédit photo : REPAC 03-12

## POUR PLUS D'INFORMATIONS, CONTACTEZ VOTRE TABLE RÉGIONALE D'ÉDUCATION POPULAIRE

L'AGÉPA Centre-du-Québec  
819 795-4441  
agepa@videotron.ca

MÉPAC - Saguenay-Lac-  
Saint-Jean, Chibougamau-  
Chapais  
418-412-4545  
info@mepac.qc.ca

MÉPAL - Lanaudière  
450 752-4700  
mepalqc@yahoo.fr

RÉPAT - Abitibi-  
Témiscamingue  
819 762-3114  
info@lerepat.org

ROM - Mauricie  
819 379-2889  
inforom.mauricie@gmail.com

RÉPAC-03-12 - Québec et  
Chaudière-Appalaches  
418 523-4158  
repac@repac.org

Table des groupes populaires -  
Côte-Nord  
418 589-2809  
table@groupepopulaires.org

TROVEP de l'Estrie  
819 566-2727  
trovepe@aide-internet.org

TROVEP de la Montérégie  
450 443-9330  
jtrovepm@synd-champlain.  
qc.ca

TROVEP de Montréal  
514 527-1112  
trovep@cooptel.qc.ca

TROVEP de l'Outaouais  
819 771-5862  
vtrovepo@bellnet.ca